

Le genre d'analyse que livre l'article que j'ai mentionné prend un caractère encore plus sérieux et tragique si l'on tient compte des conditions dans lesquelles nous nous trouvons. L'Accord de l'Ouest repose entièrement sur le principe que les cours pétroliers resteront stables ou ne fléchiront que légèrement. Il se fonde sur une fourchette très étroite des prix de l'essence. Ce n'est pas moi qui le dit, monsieur le Président. Dans l'Accord de l'Ouest même, un plan pour éventualités prévoit qu'en cas de majoration ou baisse appréciable des prix, le gouvernement fédéral interviendra pour imposer un nouveau régime. C'est un élément de la politique de l'Accord de l'Ouest. Le gouvernement est pourtant impuissant à faire quoi que ce soit.

L'Accord se fonde sur une fourchette très étroite des prix pétroliers à la tête des puits, fourchette qui déjà la semaine dernière a été largement dépassée. Quelles réponses avons-nous de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Elle répond en haussant les épaules que le marché décidera. Le marché ne décide pas. Le fait est qu'il n'y a aucun rapport en ce moment entre les prix et la demande. Les faits contredisent une fois de plus le fondement de la politique.

En même temps que le gouvernement annonçait la déréglementation du secteur pétrolier et gazier par l'abolition des taxes, il attaquait d'un autre angle en imposant toute une nouvelle série de taxes fédérales qui contrecarrent et annulent totalement les bienfaits de la déréglementation. La crédibilité est cruciale pour un gouvernement. Celui qui est au pouvoir détient probablement le record pour la rapidité avec laquelle il a perdu la confiance de la population canadienne. Il l'emporte même sur l'incroyable disgrâce où était tombé le gouvernement de M. Diefenbaker. Le gouvernement se discrédite, non parce qu'il est malveillant, mais parce qu'il ne sait pas ce qu'il fait.

La politique énergétique était censée être le noyau du nouvel ordre économique sur lequel le gouvernement conservateur a axé toute sa campagne. La députée de Calgary-Sud (M^{me} Sparrow) a parlé au cours du débat de la création de 25,000 emplois et de nouveaux investissements. Je lui demande si c'est bien ce qui va se produire après les 5 milliards de recettes perdues du dernier mois.

Mme Sparrow: Cela s'est déjà produit.

M. Axworthy: Non, cela ne s'est pas produit. Je regrette. Qu'advient-il de Hibernia? Où est l'usine de traitement de Husky? A-t-on pris une décision à ce sujet? Non, le projet est toujours en veilleuse. Qu'advient-il des projets de mise en valeur du pétrole lourd et de l'exploration dans les régions arctiques? Que va-t-il advenir de la totalité des grands projets pétroliers si les prix dégringolent alors qu'il n'y a aucune marge? Qu'advient-il du moteur de la croissance économique? Que fait le gouvernement pour remédier à la situation? Il a présenté à la Chambre un projet de loi visant à éliminer la taxe sur les recettes pétrolières et gazières d'après une analyse effectuée il y a trois ou quatre ans. Il ne fait rien et ne dit rien quant à la situation actuelle.

Du point de vue macro-économique ou budgétaire, les objectifs des autres politiques économiques du gouvernement vont totalement à l'encontre de l'élimination de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières. Je trouve parfaitement hypocrite

Impôt sur les revenus pétroliers—Loi

qu'un gouvernement se vante des efforts qu'il déploie pour réduire le déficit alors que, comme chacun sait, celui-ci va s'accroître de 3.5 milliards.

Le gouvernement avait le choix entre plusieurs possibilités. Le Conseil économique a publié, il y a environ un an et demi, plusieurs documents relatifs à la révision de la fiscalité s'appliquant au secteur pétrolier et gazier qui aurait dû être modifiée en même temps que les circonstances évoluaient. Il est possible d'instaurer un impôt sur les bénéficiaires excessifs pour récupérer quelques recettes. Un gouvernement libéral n'aurait jamais imposé ces taxes d'accise supplémentaires qui ont abouti à l'élimination de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières. Les députés conservateurs et les membres du cabinet sont certainement assez intelligents pour reconnaître que s'ils suppriment des impôts d'un côté pour les augmenter de l'autre, ils finiront par éliminer les bénéficiaires. S'ils suppriment la taxe sur les recettes pétrolières et gazières, augmentant ainsi dans une large mesure les recettes du secteur pétrolier, on peut supposer qu'il en résultera un accroissement des investissements. Tel est le risque que l'on a pris. Il s'agit d'une conception différente des choses, mais nous devons l'accepter.

Nous avions un autre point de vue. Nous estimions que ces recettes devaient être partagées plus équitablement et que le gouvernement devait en obtenir une plus grande partie afin de pouvoir la consacrer aux programmes sociaux et à d'autres programmes avantageux sur le plan économique. Je répète aux députés de l'Ouest qu'à la suite de cette politique, le gouvernement a pu modifier le réseau de transport des céréales ce qui, en soi, a d'importantes répercussions économiques dans l'Ouest grâce aux nouveaux apports de capitaux. Ce programme a été payé au moyen des recettes récupérées grâce à la taxe sur les recettes pétrolières et gazières. Nous estimions nécessaire de financer d'autres initiatives économiques dans l'Ouest et notamment de moderniser le réseau ferroviaire afin de mettre un système de transport moderne à la disposition des producteurs de charbon et de céréales. Comme nous devons trouver de l'argent quelque part, au lieu de tout laisser entre les mains d'une industrie, nous avons essayé de faire un partage. Les conservateurs étaient contre et ils ont gagné les élections. C'est bien, mais alors pourquoi font-ils machine arrière en instaurant toute une nouvelle série de taxes d'accise qui produisent l'effet contraire?

Mon collègue a très bien exposé ce matin les arguments justifiant la position des conservateurs. Qui est imposé? Les conservateurs estiment beaucoup plus équitable d'imposer les consommateurs plutôt que l'industrie. Voilà ce qui différencie nos deux points de vue. En fait, c'est là le nœud du problème. Le gouvernement va prélever les taxes directement auprès du consommateur, en l'occurrence, si ce n'est qu'il a oublié un petit détail d'ordre économique qui a son importance, à savoir qu'un impôt est toujours un impôt et que lorsqu'on extorque cet argent aux consommateurs, cela se répercute également sur le secteur énergétique proprement dit en raison d'une diminution de la consommation. Le taux de croissance va baisser et les consommateurs auront moins d'argent pour acheter d'autres biens et services, et notamment les produits du secteur pétrolier. C'est pourquoi on signale à juste titre dans ce chapitre précis de l'Étude sur l'économie de l'Ouest: